EDC | LA CAUTION PARTENAIRE

# RAPPORT ANNUEL 2025




*RETROUVEZ-NOUS SUR*

# www.eurocaution.net

# RAPPORT ANNUEL 2025

# SOMMAIRE


**4**
Organigramme EDC

**5**
*«Une proximité historique»*
Par Lucien Labouré,
Président du Groupe EDC
et Olivier de Pommery,
Directeur Général
du Groupe EDC

**6**
Le Conseil
d'Administration

**7**
Activités de l'EDC

**8**
Rapport d'activité
de l'exercice 2025

**18**
Faits marquants 2025
et perspectives 2026

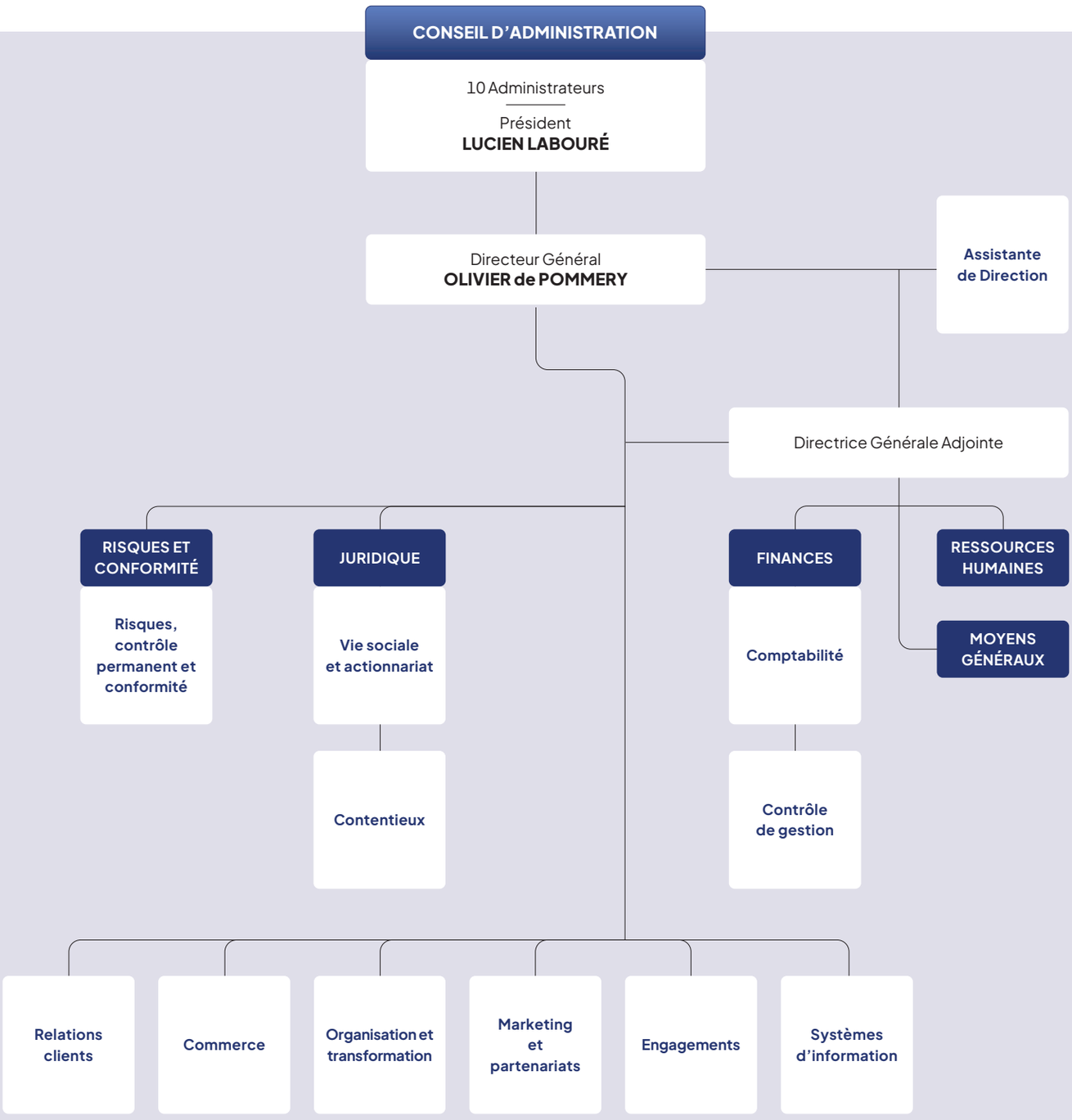
**19**
Comptes annuels 2025

**22**
Notes annexes
aux comptes 2025

**37**
Rapport des
Commissaires
aux comptes sur
les comptes annuels

**40**
Résolutions adoptées
par les Assemblées Générales
Ordinaire et Extraordinaire

LA CAUTION PARTENAIRE



# UNE PROXIMITÉ HISTORIQUE

Depuis près de 100 ans, l'EDC accompagne les buralistes avec une conviction intacte : être à leurs côtés à chaque étape de leur activité, dans les moments de développement comme dans les périodes plus exigeantes. Cette proximité historique avec la profession constitue l'ADN même de l'EDC.



**Lucien Labouré**
Président
du Groupe EDC

Dans un environnement économique marqué par la transformation du marché et une concurrence toujours plus forte, notre modèle démontre une nouvelle fois sa solidité. Grâce à la confiance renouvelée des buralistes et à la pertinence de notre accompagnement, l'EDC a su faire preuve d'une réelle résistance face à la baisse du marché.

Notre singularité demeure plus que jamais une force : nous sommes le seul acteur de la caution dont la vocation exclusive est d'accompagner les buralistes. Cette spécialisation nous permet de comprendre leurs enjeux, leurs contraintes et leurs ambitions avec une expertise unique.

Cette mission s'inscrit pleinement dans la dynamique de la Confédération des Buraliste de France et de la Maison des Buralistes, au sein desquelles les structures agissent avec une forte complémentarité au service d'un objectif commun : soutenir durablement le réseau des buralistes dans ses évolutions et ses transformations et de contribuer à sa pérennité.

Afin de renforcer encore davantage cette proximité, nous avons engagé début 2026 la création d'une force commerciale terrain. Cette présence accrue auprès des buralistes nous permettra d'intensifier leur accompagnement, de répondre toujours plus efficacement aux attentes de la profession et de défendre nos parts de marché.

Enfin, fidèles à notre responsabilité de long terme, nous poursuivons nos réflexions stratégiques pour préparer l'avenir, anticiper les mutations du secteur et continuer à proposer des solutions adaptées aux besoins des buralistes de demain.

C'est avec cette ambition, collective et résolument tournée vers l'avenir, que nous poursuivons notre engagement au service de la profession.



**Olivier de Pommery**
Directeur Général
du Groupe EDC

# EDC – LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

## ADMINISTRATEURS



### LUCIEN LABOURÉ

Représentant de l'Européenne de Cautionnement (EDC) pour le Comptoir Fiduciaire de Paris (CFP), l'EDC ayant été nommée Président de la SAS CFP. Co-gérant de l'entreprise LABOURÉ-CAUSSANEL. Gérant de l'entreprise AUBRAC SEGALA IMMO. Président de l'EDC SP. Président de FINEDC depuis le 08/12/2025



### CATHERINE SABOURET

Administrateur de la Fondation Valentin Haüy.
Membre du Conseil de Surveillance de S.T. Dupont.
Membre du Conseil de Direction de Pathé.



### MICHEL GUIFFÈS



### ALAIN SAUVAGE

Trésorier Général de la Confédération Nationale des Buralistes de France jusqu'au 24/10/2025. Président de la Fédération Départementale de la Marne jusqu'au 05/12/2025. Président de la Fédération Est des Buralistes jusqu'au 05/12/2025. Membre du COSUR de Nickel jusqu'au 04/12/2025. Directeur de la publication du Losange jusqu'au 04/12/2025. Gérant de la SCI Sauvageonne.



### CONFÉDÉRATION NATIONALE DES BURALISTES

Représentée par son Président M. Philippe Coy jusqu'au 08/10/2025. Président de la Confédération Nationale des Buralistes de France jusqu'au 08/10/2025. Président du CA de la Coopératives des buralistes jusqu'au 08/10/2025. Président de la société MDBS jusqu'au 08/10/2025. Administrateur à formation Buralistes jusqu'au 08/10/2025. Président de la MUDETAF depuis le 12/06/2025. Vice-Président de la CPME Nationale en charge du commerce depuis mai 2025. Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie Pau Béarn. Membre de la Chambre de Commerce d'Industrie Nouvelle Aquitaine.



### CONFÉDÉRATION NATIONALE DES BURALISTES

Représentée par son Président M. Serdar Kaya à compter du 09/10/2025. Président de la Confédération Nationale des Buralistes de France depuis le 09/10/2025. Gérant de la SCI JAKA. Gérant de la SCI RENAS.



### LOGISTA FRANCE

Représentée par sa Présidente Mme Mathilde Keszey-Goffard. Présidente de Logista France SAS. Présidente de Logista Retail France SAS. Présidente Directrice Générale de Logista France Holding SA. Co-gérante de Logista Freight France SARL. Administratrice de Flexis SAS. Administratrice de Logista Polska depuis le 01/09/2025.



### DOMINIQUE ARNAUD

Gérante de la SCI Gambetta



### RENÉ LE PAPE



### JEAN-PAUL MENGEON

Vice-Président de la Confédération Nationale des Buralistes de France jusqu'au 24/10/2025. Secrétaire Général Adjoint de la Confédération Nationale des Buralistes de France depuis le 25/10/2025. Membre du Conseil de Surveillance de la Coopérative des Buralistes. Trésorier du Centre National de Formation des Buralistes. Président de la Fédération Départementale des Buralistes de Savoie et de la Fédération régionale des Buralistes d'Auvergne-Rhône-Alpes.



### JACKY RÉVILLÉ

Administrateur de la Mudetaf.



### VALÉRIE DULHOSTE

## CENSEURS



### JEAN-CLAUDE BINARD



### FRANÇOIS DUTREIL

Président de Ducidis (SAS). Président de Une Maison A Part (SAS). Vice-Président du Conseil de Surveillance de Cegos SA. Administrateur de NCHH (SAS). Administrateur de NCII (SAS). Administrateur de SHOPPER MARKETING ET CIES (SAS).

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires :
**DELOITTE & ASSOCIÉS**
Marjorie Blanc Lourme

**EXCO PARIS ACE**
Emmanuel Charrier

## DIRIGEANTS EFFECTIFS

**OLIVIER de POMMERY**
Directeur Général

**GUILLEMETTE ESTÈVE**
Directrice Générale Adjointe

# LE CAUTIONNEMENT

Durant l'année 2025, notre société a poursuivi ses activités de cautionnement dans les principaux domaines suivants au bénéfice :

### 1 DES PROFESSIONNELS DE LA DISTRIBUTION DU TABAC

- Cautionnement sous l'égide de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects : cautionnement des crédits réglementaires accordés par les fournisseurs aux débitants de tabac (crédit à la livraison ; crédit de stock ; crédit saisonnier).
- Cautionnement de prêts à la modernisation des points de vente
- Cautionnement de prêts à l'acquisition de fonds de commerce
- Cautionnement en faveur d'un fournisseur agréé auprès des Douanes

### 2 DE PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES (NOTAIRES, HUISSIERS, MANDATAIRES ET ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES, ETC.)

- Cautionnement de prêts à la création ou à l'acquisition d'étude

### 3 DES EXPLOITANTS DE POINTS DE VENTE DU PARI MUTUEL URBAIN

- Cautionnement des sommes dues au PMU par les exploitants d'un poste d'enregistrement des paris.

### 4 DES EXPLOITANTS DE POINTS DE VENTE DE LA FDJ UNITED :

- Cautionnement des sommes dues à la FDJ United (FDJ UNITED) par leurs clients détaillants en jeux « de grattage » et « de tirage » de la FDJ United.

### 5 DES DIFFUSEURS DE PRESSE

- Cautionnement des sommes dues aux dépositaires de presse par leurs clients diffuseurs de presse.

### 6 DE SOCIÉTÉS DE RECOUVREMENT AYANT LA NÉCESSITÉ POUR EXERCER LEUR ACTIVITÉ DE DISPOSER D'UNE CAUTION

En complément de ces activités et pour continuer de participer à la diversification des buralistes, les cautions en faveur de CASINO/FRANPRIX, de la SNCF.

Une prestation est également en place avec un éco-organisme.

Les engagements donnés ont diminué de -44 M€ en 2025. En effet les livraisons tabac sont en repli en valeur et le nombre de points de vente cautionnés diminue également (soit -84 M€).

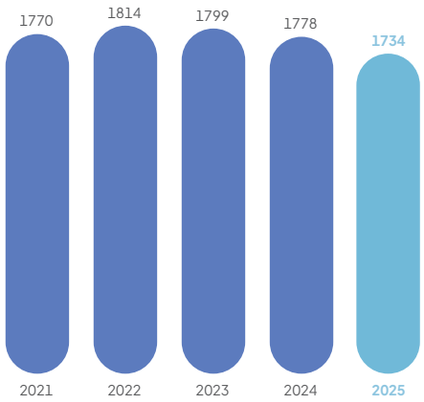
Les cautions à destination du PMU, de la Presse, de la FDJ United, des professions réglementées et éco-organisme progressent au global de +37 M€.



## Engagements donnés

(en millions d'euros)

Au 31 décembre 2025, la société accordait 43 696 cautionnements aux débitants de tabac, valideurs PMU, détaillants en jeux de la FDJ United, diffuseurs de presse, vendeurs CASINO et SNCF ou détenteurs de prêts pour les buralistes et professions réglementées..



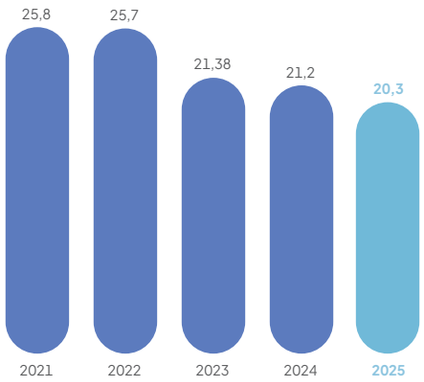

**1 734 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 1 778 M€ en 2024

-2,50 %

## Chiffre d'affaires (produits de l'activité de cautionnement)

(en millions d'euros)

La baisse enregistrée en 2025, s'explique principalement par la diminution des engagements, impactant directement le chiffre d'affaires tabac. Cette contraction du volume d'activité sur le segment tabac entraîne mécaniquement un recul du chiffre d'affaires global. Toutefois, cette baisse est partiellement compensée par la progression du chiffre d'affaires hors-tabac, qui permet d'amortir le recul et de limiter l'impact global sur le résultat 2025. En synthèse, l'année 2025 se caractérise par un recul du chiffre d'affaires lié au tabac, atténué par la diversification et la contribution croissante des activités hors-tabac.



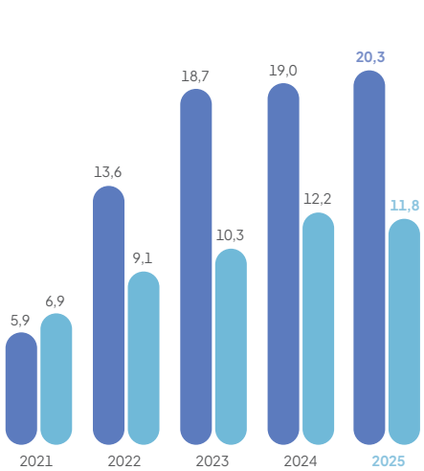

**20,3 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 21,2 M€ en 2024

-4,25 %

## Sinistres

(en millions d'euros)

En 2025, les sinistres atteignent 20,3M€ contre 19,0 M€ en 2024, soit une augmentation de 6,83 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution confirme la dynamique haussière observée ces dernières années. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des sinistres liés au tabac et à la FDJ United. Le montant de récupération sur les sinistres s'établit en 2025 à 11,8 M€




Sinistres

Récupérations

SINISTRES

**20,3 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 19,0 M€ en 2024

+6,83 %

RÉCUPÉRATIONS

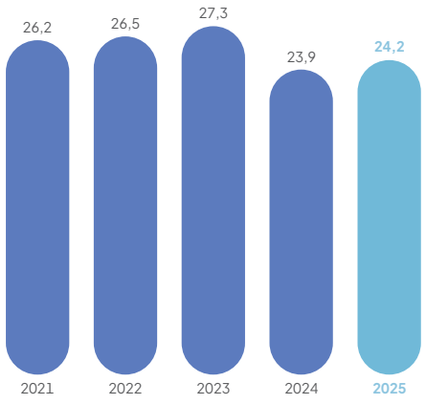
**11,8 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 12,2 M€ en 2024

-3,28 %

# *PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE D'EXPLOITATION DEPUIS CINQ ANS*

## Produit net bancaire

(en millions d'euros)

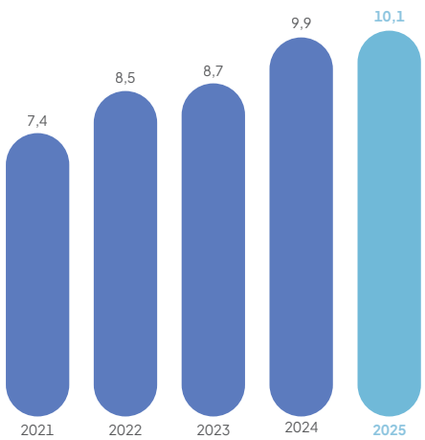



**24,2 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 23,9 M€ en 2024

+0,98 %

## Charges générales d'exploitation

(en millions d'euros)

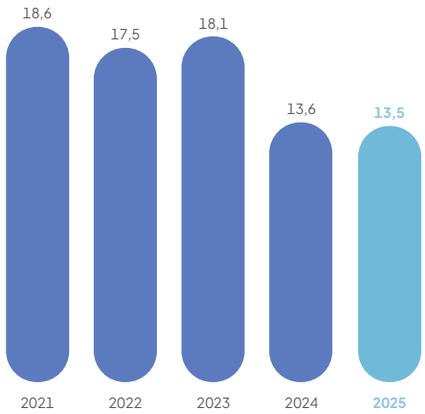



**10,1 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 9,9 M€ en 2024

+2 %

## Résultat brut d'exploitation

(en millions d'euros)



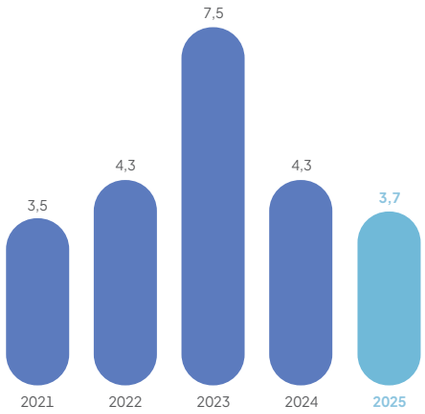

**13,5 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 13,6 M€ en 2024

-0,40 %

## Coût du risque

(en millions d'euros)

Entre 2024 et 2025, le coût du risque passe de 4,3 M€ à 3,7 M€. Durant la période COVID (2020-2022), la sinistralité était restée contenue. Par prudence, la société avait constitué des provisions dites "COVID", afin d'anticiper d'éventuelles difficultés liées aux remboursements des PGE. Ces remboursements étant étalés jusqu'en 2026, une reprise de provision de 2,6 M€ (correspondant au second tiers de la provision) a été constatée dans les comptes 2025. Grace à la reprise de la provision constituée en 2024, sur les engagements douteux concernant les professions réglementées (dossiers réaménagés), la charge du risque s'établit à 6,2 M€, en baisse de 0,6 M€ sur un an.



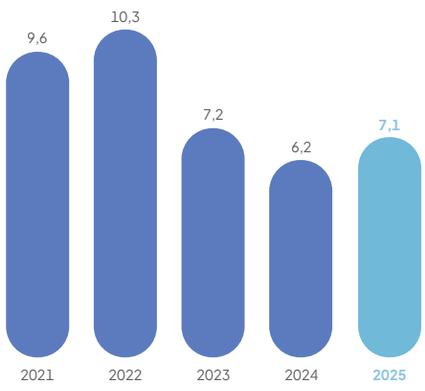

**3,7 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 4,3 M€ en 2024

-14,89 %

## Résultat après impôt

(en millions d'euros)

Malgré un contexte d'activité plus contraint, les résultats 2025 restent solides : le PNB progresse à 24,2 M€ (+0,98 %), les charges sont maîtrisées à 10,1 M€ (+2 %) et le RBE atteint 13,5 M€ (-0,40%). Cette dynamique opérationnelle permet d'aboutir à un résultat après impôt de 7,1 M€, en forte progression de +13,79 % par rapport à 2024 (6,2 M€).




**7,1 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 6,2 M€ en 2024

+13,79 %

# EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS DE L'ANNÉE 2025

Le nombre de demandes de cautionnement a progressé de +2,24 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique notamment par l'activité de reconquête menée par l'équipe commerciale.

Concernant l'activité des buralistes, la baisse des demandes de cautionnement s'est poursuivie en 2025, en raison d'une diminution des changements de gérance et de l'arrivée d'un second acteur sur le marché.

Le montant des engagements sur les cautions « fournisseurs » enregistre une diminution de -2,50% (-6,59% pour l'activité tabac). La part des cautionnements « jeux, presse, PMU et autres » croit et représente désormais 24,69% (vs 22,35% en 2024) du total des engagements délivrés par la société.

Les montants des engagements concernant les cautions de prêts augmentent en 2025, tant pour les professions réglementées à 166.7 M€ que pour la clientèle buraliste à 33,9 M€ contre respectivement 153.8 M€ et 32,9 M€ en 2024.

Les efforts en matière de développement commercial se sont poursuivis puisque les engagements hors tabac délivrés progressent de 6.61%.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le PNB de 24,2 M€ (+0.98%) se détaille comme suit

| | |
|---|---|
| Commissions de caution et recettes diverses | 20 334 499 € |
| Intérêts et produits assimilés | 1 605 093 € |
| Gains sur opérations des portefeuilles et placements assimilés | 2 220 324 € |
| **Total** | **24 159 916 €** |

Cette variation est principalement liée à des revenus de placements particulièrement élevés en 2025, du fait de plus-values sur cession de titres de placement.
Au 31 décembre 2025, le total des plus-values latentes résiduelles du portefeuille de placement est supérieur à 12,4 M€.

Le chiffre d'affaires des activités de cautionnement s'élève à 20,3 M€ en baisse de -0,9 M€ comparé à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par la diminution des engagements tabac. La progression du chiffre d'affaires hors-tabac permet néanmoins d'atténuer partiellement cette contraction, illustrant l'effet positif de la diversification.

Les charges d'exploitation en 2025 sont maitrisées et prennent en compte la poursuite des réflexions stratégiques 2026-2030, les autres postes étant en baisse par rapport à 2024. En 2025, les sinistres s'élèvent à 20,3 M€. Leur nombre augmente de +5,16 %, soit 897 contre 853 en 2024. Les récupérations se stabilisent à 11,8 M€ contre 12,2 M€ en 2024. La charge du risque avant reprise de provision ressort à 6,2 M€, en baisse de 0,6 M€ sur un an, Après reprise de provision exceptionnelle de 2,6 M€, la charge du risque s'élève à 3,7 M€, illustrant une maîtrise globale du risque malgré un environnement plus tendu.

Le résultat s'établit de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| Le résultat courant avant impôt s'établit à | 9 846 930 € |
| Après prise en compte | |
| ❯ du résultat exceptionnel de | 0 € |
| ❯ de l'impôt sur les bénéfices de | -2 755 683 € |
| ❯ de la reprise aux amortissements dérogatoires de | 6 553 € |
| **le bénéfice de l'exercice 2025 s'élève à** | **7 097 781 €** |
| contre en 2024 | **6 237 738€** |
| soit une différence de | **+ 860 043 €** |

Ces chiffres prennent en compte les pertes définitives sur créances contentieuses de l'exercice ainsi que les réintégrations des provisions constituées.

# ACTIONNARIAT

Au 31/12/2025, la Confédération Nationale des Buralistes détenait plus du vingtième mais moins du dixième du capital social.

# ÉVÈNEMENTS POST CLÔTURE

Néant

# ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les opérations sociales ne se prêtent :

- ni à la recherche proprement dite ;
- ni à la quête systématique d'activités nouvelles d'un autre genre.

La Société n'engage donc aucune dépense en matière de recherche et de développement.

# PRISES DE CONTRÔLE ET PRISE DE PARTICIPATION DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Rappelons que l'EDC possède, au 31/12/2025, les 11 000 actions qui composent le capital social de la SAS Comptoir Fiduciaire de Paris, société de recouvrement qui gère notamment les créances contentieuses de l'EDC, soit 100% de détention et les 10 000 actions qui composent le capital social de la SAS EDC Services et Prestations, dont l'activité est uniquement consacrée à la gestion d'un portefeuille d'opérations de location-vente de matériels et mobiliers pour les buralistes sans aucune activité commerciale de développement. EDC détient la totalité des 50 000 actions composant le capital social de SAS FINEDC. Les comptes sociaux du CFP, établis pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025, font ressortir un chiffre d'affaires de 6 286 K€ contre 4 997 K€ au 31 décembre 2024 (+25.80%). Le résultat net comptable est de +1 187 K€ contre +1 028 K€ au 31 décembre 2024. Les comptes sociaux de l'EDC SP pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025 font ressortir un chiffre d'affaires de 1 975 K€ contre 2 306 K€ au 31 décembre 2024 et un résultat net de -39,5 K€ contre +0,1 K€ au 31 décembre 2024.

# INFORMATIONS JURIDIQUES ET FISCALES

Le montant global des charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du CGI s'élève à 16 011 €.

# DÉCOMPOSITION DU SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS

Conformément à l'article L.441-6-1 du Code de Commerce, nous vous indiquons ci-après la décomposition, au 31 décembre 2025, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs (ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire) :

**Article D. 441 I. – 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :**

- 3 factures sont concernées pour une échéance de 1 à 30 jours : montant total de 41 186,51€ HT
- Le pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice s'élève à 1,15 % pour une échéance de 1 à 30 jours
- 7 factures relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées pour un montant total de 3 471,98 €
- Le délai de paiement de référence utilisé pour le calcul des retards est le délai contractuel (dates d'échéance sur les factures fournisseurs reçues).

Les créances du périmètre retenu sont à néant à la clôture

# EXPOSÉ SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

## PORTEFEUILLE DE TITRES

### TITRES DE PLACEMENT
(en euros)

Ils se ventilent de la manière suivante :

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Titres à revenus fixe | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Provisions pour dépréciation des obligations | -999 950 | -969 982 |
| Titres à revenu variable | 150 399 353 | 131 929 164 |
| Provisions pour dépréciation des SCPI et OPCVM | -1 171 232 | -746 541 |
| Provisions pour dépréciation des contrats de Capitalisation | 0 | 0 |
| Intérêts courus et dividendes à recevoir | 83 963 | 93 190 |
| **Total** | **149 312 133** | **131 305 830** |

### TITRES DE PARTICIPATION
(en euros)

Il s'agit des titres des filiales, le Comptoir Fiduciaire de Paris, EDC Services et Prestations et FINEDC :

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Participation dans le capital du CFP | 5 921 067 | 5 921 067 |
| Participation dans le capital d'EDC SP | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Participation dans le capital de FINEDC SP | 50 000 | 0 |
| Provision pour dépréciation | -5 103 316 | -5 103 316 |
| **Total net** | **1 867 751** | **1 817 751** |

Les provisions pour dépréciation concernent les titres du CFP (4 103 K€) ainsi qu'une dépréciation totale des titres EDC SP (1 000 K€).

## DOSSIERS CONTENTIEUX NON CLÔTURÉS

Le solde de ces dossiers s'élève à 46 043 564 € contre 40 111 069 € pour l'exercice précédent, soit une variation de +14,79 %.
Ces dossiers sont provisionnés à hauteur de 30 915 681 € contre 27 227 252 € en 2024.

# COMMENTAIRES SUR LES CAPITAUX PROPRES

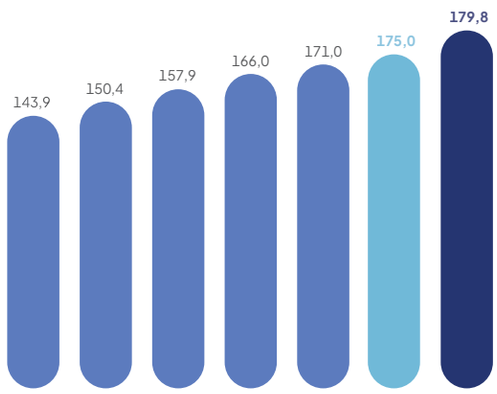
Le résultat 2025 aura l'impact suivant sur les capitaux propres :

| | |
|---|---|
| Les fonds propres de la société au 31 décembre 2025 (hors provisions réglementées, subvention d'investissement, résultat et après l'affectation du bénéfice de l'exercice 2024) s'élèvent à : | 175 019 119,90 € |
| Si la proposition d'affectation du résultat est adoptée, le montant de la réserve statutaire a été augmenté de : | 3 548 891,00 € |
| et la réserve facultative de : | 1 208 890,38 € |
| **Ce qui porte le montant des capitaux propres à :** | **179 776 901,28 €** |
| Soit une augmentation de : | 2,72% |

La conjoncture, la diversification des activités et le renforcement des règles prudentielles imposent à l'EDC de poursuivre sa politique de renforcement des fonds propres.
Le graphique ci-dessous détaille l'évolution des fonds propres sur les 5 dernières années et celle attendue si l'affectation du résultat 2026 est adoptée par l'AGO (179,80 M€ soit une progression de +2,74 %).

**Fonds propres comptables**

(en millions d'euros)




**175 M€**
**AU 31/12/2025**
contre 171 M€ en 2024

+2,33 %

# COMMENTAIRES SUR LE HORS BILAN

Il s'agit des engagements donnés et reçus qui se détaillaient, au 31 décembre 2025, de la manière suivante :

## ENGAGEMENTS DONNÉS
(en euros)

Il s'agit des engagements de cautions délivrés au profit des clients de l'EDC :

| | |
|---|---|
| Activité tabac | 1 154 648 |
| Activité PMU | 32 756 |
| Activité jeux de la FDJ United | 291 969 |
| Activité presse | 36 469 |
| Établissements financiers | 0 |
| Autres | 17 347 |
| Cautions amortissables | 200 738 |
| **Total des engagements donnés** | **1 733 927** |

## ENGAGEMENTS REÇUS
(en euros)

Il s'agit des engagements reçus d'établissements de crédit en regard des engagements donnés par la société :

| | |
|---|---|
| Activité tabac | 17 805 |
| Activité PMU | 0 |
| Activité jeux de la FDJ United | 6 |
| Activité presse | 6 |
| Établissements financiers | 0 |
| **Total des engagements reçus** | **17 817** |

# COMPTES CONSOLIDÉS

Au 31 décembre 2025, le périmètre de consolidation du Groupe EDC comprenait les sociétés suivantes :
- COMPTOIR FIDUCIAIRE DE PARIS SA détenue à 100 %
- EDC Services et Prestations détenue à 100 %
- FINEDC détenue à 100 %

# AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'affectation du résultat des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) qui a été validée lors de l'AG du 12 mai 2026 fait apparaître un bénéfice de 7 097 781,38 € :

| | | |
|---|---|---|
| 1 À titre de premier dividende : | 0,67 € par action, soit pour 720 000 actions | 482 400,00 |
| 2 À titre de deuxième dividende : | 2,58 € par action, soit pour 720 000 actions | 1 857 600,00 |
| 3 À la réserve facultative | | 1 208 890,38 |
| 4 À la réserve statutaire | | 3 548 891,00 |
| **Total égal au montant à répartir** | | **7 097 781,38** |

Le montant des réserves s'établit à 167 716 901,28 € (réserve légale : 1 206 000 € ; réserve statutaire : 103 216 178,31 € et réserve facultative : 63 294 722,97 €) accroissant le volume des fonds propres.

### DIVIDENDES DISTRIBUÉS

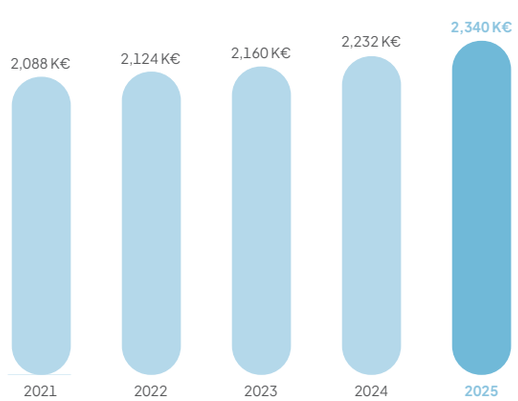
| | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|
| Dividendes totaux | 2 160 000 € | 2 232 000 € | 2 340 000 € |
| Dividendes nets par action | 3,00 € | 3,10 € | 3,25 € |
| Nombre d'actions | 720 000 | 720 000 | 720 000 |

La masse des dividendes mis en distribution absorbera 2 340 000 € (482 400 € + 1 857 600 €), pour un dividende de 3,25 € par action, et serait payable avant le 30 juin 2026 ou au plus tard neuf mois à compter de la clôture de l'exercice.

## Dividendes

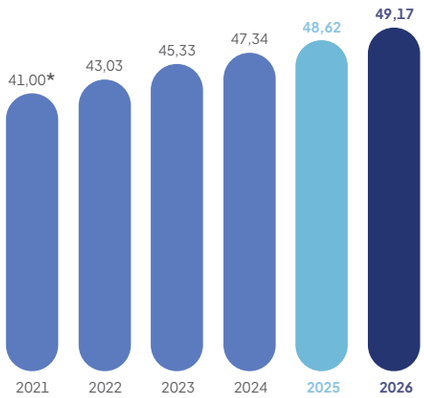
**3,25 € PAR ACTION**

**2 340 000 €**
**DE DIVIDENDES (2025)**




## Valeur de négociation de l'action (en euros)

**49,17 € (+1,12 %)**




La détermination de la valeur de négociation de l'action tient compte non seulement de la valeur de l'action N-1 mais également des résultats des 3 derniers exercices ainsi que des dividendes versés au titre de l'exercice N.

Pour mémoire une distribution de réserve avait également été réalisé en 2021 (AGM 22/10/2021) pour un total de 1 022 400€.

(*) Suite à l'Assemblée Générale Mixte du 22 octobre 2021, la valeur de l'action a été fixée à 41€.

# CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons que les conventions suivantes ont été examinées par le Conseil d'Administration du 03 décembre 2025 qui a maintenu et/ou renouvelé, ou donné son autorisation à leur exécution.

**Conventions conclues au cours de l'exercice 2025 :**

Néant

**Conventions conclues antérieurement mais dont les effets se sont poursuivis au cours de l'exercice 2025 :**

• Convention signée entre l'EDC et M. Lucien LABOURÉ du 25 mai 2022 fixant les conditions et le montant de l'indemnité qui serait versée à M. Lucien LABOURÉ dans l'hypothèse où, à l'initiative de la société EDC, il serait mis un terme au mandat de Président du Conseil d'Administration de M. Lucien LABOURÉ sauf :
- dans le cas où son activité se poursuivrait soit dans le cadre d'un nouveau mandat social, soit dans le cadre d'un contrat de travail au-delà de la date de cessation de son mandat prévue statutairement,
- dans le cas où M. Lucien LABOURÉ serait à l'initiative de la cessation anticipée de son mandat,
- dans le cas d'une faute grave ou lourde reconnue définitivement comme telle judiciairement.

• EDC/LOGISTA France « Convention de Partenariat » régissant les modalités de collaboration entre EDC et Logista France relatives à la révision annuelle du crédit fournisseur et au changement de fréquence de livraison des débitants : 40.000 Euros HT.

• EDC/CFP « Mandat de Gestion » dans le cadre du recouvrement des factures de commission de caution tabac et hors tabac : 12.000 Euros TTC.

• Convention tripartite du 3 juillet 2019, révisée par avenant à effet du 1er juillet 2021 entre l'EDC, LOGISTA France et le CFP renouvelant le Pôle de surveillance. La facturation au titre de l'exercice 2025 ressort à 90 472,80 € TTC.

# INFORMATIONS AU TITRE DE BÂLE III

## INFORMATIONS RELATIVES AUX FONDS PROPRES

Au 31 décembre 2025, les fonds propres de base Catégorie 1, avant prise en compte du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025, se décomposent de la manière suivante :

| | |
|---|---|
| Capital social | 12 060 000 € |
| Réserve légale | 1 206 000 € |
| Réserve statutaire | 99 667 287 € |
| Réserve facultative | 62 085 833 € |
| Immobilisations incorporelles | -2 811 656 € |
| **Total** | **172 207 464 €** |

Le ratio de fonds propres s'établit à 20,76 %. Le montant des fonds propres prudentiels est de 172 207 464 € à comparer au minimum réglementaire de 95 378 227 €.

## EXPOSITION AUX RISQUES ET MÉTHODES UTILISÉES

L'ensemble des expositions aux risques est calculé en méthode standard.

| | |
|---|---|
| Montants d'exposition pondérés pour le risque de crédit | 792 836 379 € |
| Montant total d'exposition au risque opérationnel | 35 477 787 € |

Au 1er janvier 2025 CRR3 est entrée en application, l'impact pour EDC, en complément de la production des nouveaux états IRBB, est une évolution de la méthodologie de calcul du risque opérationnel, avec un impact favorable de 13 M€. De plus, le nouveau tableau des indicateurs se trouve en page 37.

## OBJECTIF ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

L'exposition de crédit de l'EDC est limitée par la division de ses engagements. Par ailleurs, l'EDC a la volonté d'exercer la garantie d'activités pour lesquelles elle estime avoir une expertise réelle. Son système d'analyse/décision et son dispositif de contrôle interne sont conçus pour la préserver d'éventuels dysfonctionnements internes majeurs.

L'exposition, à ce jour, prioritairement concentrée sur le secteur d'activité tabac est sans doute un facteur d'aggravation de l'impact des crises, mais la robustesse de son système de gestion des contentieux a démontré son efficacité durant les crises de ces dernières années.

Cependant, pour minimiser ce risque produit et sectoriel, l'EDC a engagé depuis plusieurs années des actions de diversification lui permettant de diminuer son risque sectoriel historique.

Dans cet esprit de diversification, l'EDC a mis en œuvre dès 2018 des solutions de cautions pour les prêts amortissables non seulement pour les buralistes mais également pour les professions réglementées.

## POLITIQUE DE RÉMUNÉRATIONS

De par son activité, la société ne recourt pas aux services de salariés professionnels des marchés. Les rémunérations de ses dirigeants sont fixées par le Conseil d'Administration.

# RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

## LISTE DES MANDATS EXERCÉS

| Nom | Fonctions exercées au sein d'autres sociétés commerciales |
|---|---|
| **LUCIEN LABOURÉ**<br>Président | Représentant de l'Européenne de Cautionnement (EDC) pour le Comptoir Fiduciaire de Paris (CFP), l'EDC ayant été nommée Président de la SAS CFP.<br>Président de l'EDC SP.<br>Administrateur de la Mudetaf.<br>Co-gérant de l'entreprise LABOURÉ-CAUSSANEL.<br>Gérant de l'entreprise AUBRAC SEGALA IMMO.<br>Président de l'EDC SP.<br>Président de FINEDC depuis le 08/12/2025. |
| **OLIVIER BERTHE de POMMERY**<br>Directeur général | Directeur Général<br>Directeur Général Délégué Comptoir Fiduciaire de Paris<br>Directeur Général Délégué EDC SP |
| **MICHEL GUIFFÈS**<br>Administrateur | Pas d'autres fonctions |
| **RENÉ LE PAPE**<br>Administrateur | Pas d'autres fonctions |
| **JEAN-PAUL MENGEON**<br>Administrateur | Vice-Président de la Confédération Nationale des Buralistes de France jusqu'au 24/10/2025<br>Secrétaire Général Adjoint de la Confédération Nationale des Buralistes de France depuis le 25/10/2025<br>Membre du Conseil de Surveillance de la Coopérative des Buralistes de France<br>Trésorier du Centre National de Formation des Buralistes<br>Président de la Fédération Départementale des Buralistes de Savoie<br>Président de la Fédération régionale des Buralistes d'Auvergne-Rhône-Alpes |
| **JACKY REVILLÉ**<br>Administrateur | Administrateur de la Mudetaf |
| **MATHILDE KESZEY-GOFFARD**<br>Représentant permanent de Logista France | Présidente de Logista France SAS<br>Présidente de Logista Retail France SAS<br>Présidente Directrice Générale de Logista France Holding SA<br>Co-gérante de Logista Freight France SARL<br>Administratrice de Flexis SAS<br>Administratrice de Logista Polska depuis le 01/09/2025 |
| **PHILIPPE COY**<br>Représentant permanent de la Confédération Nationale des Buralistes de France jusqu'au 08/10/2025 | Président de la Confédération Nationale des Buralistes de France jusqu'au 08/10/2025<br>Président du CA de la Coopératives des buralistes jusqu'au 08/10/2025<br>Président de la société MDBS jusqu'au 08/10/2025<br>Administrateur à formation Buralistes jusqu'au 08/10/2025<br>Président de la MUDETAF depuis le 12/06/2025.<br>Vice-Président de la CPME Nationale en charge du commerce depuis mai 2025.<br>Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie Pau Béarn.<br>Membre de la Chambre de Commerce d'Industrie Nouvelle Aquitaine. |
| **SERDAR KAYA**<br>Représentant permanent de la Confédération Nationale des Buralistes de France depuis le 09/10/2025 | Président de la Confédération Nationale des Buralistes de France depuis le 09/10/2025<br>Gérant de la SCI JAKA<br>Gérant de la SCI RENAS |
| **CATHERINE SABOURET**<br>Administrateur | Administrateur de la Fondation Valentin Haüy<br>Membre du Conseil de Surveillance de S.T. Dupont<br>Membre du Conseil de Direction de Pathé |
| **ALAIN SAUVAGE**<br>Administrateur | Trésorier Général de la Confédération Nationale des Buralistes de France jusqu'au 24/10/2025<br>Président de la Fédération Départementale de la Marne jusqu'au 05/12/2025<br>Président de la Fédération Est des Buralistes jusqu'au 05/12/2025<br>Membre du COSUR de Nickel jusqu'au 04/12/2025<br>Directeur de la publication du Losange jusqu'au 04/12/2025<br>Gérant de la SCI Sauvageonne |
| **VALÉRIE DULHOSTE**<br>Administrateur | Membre du Comex de la Scamark, Mouvement E Leclerc<br>Administratrice de la MUDETAF |
| **DOMINIQUE ARNAUD**<br>Administrateur | Gérante de la SCI GAMBETTA |

## DÉLÉGATIONS EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Néant




# FAITS MARQUANTS 2025 ET PERSPECTIVES 2026

EDC est l'acteur spécialisé de référence sur le marché de la caution Tabac (créé par les buralistes et au service des buralistes), et détient la place de leader (89% du marché buraliste).

EDC poursuit l'adaptation de ses outils, de son organisation et de ses processus afin de consolider sa position de partenaire privilégié des buralistes et de leur proposer un service dédié, de qualité, au juste prix.

Dans la continuité de l'exercice 2025, une diminution du chiffre d'affaires est anticipée pour 2026, en raison de la baisse de la consommation de tabac et du renforcement de la concurrence. Parallèlement, EDC maintiendra une forte présence sur le terrain auprès des buralistes, notamment grâce à une équipe commerciale dédiée et délocalisée.

La sinistralité en 2026 devrait se maintenir aux niveaux observés ces deux dernières années (environ 20 M€). Pour y faire face, l'EDC peut s'appuyer sur son savoir-faire historique, la résilience de son modèle économique et la solidité de ses équilibres financiers.

# BILAN ACTIF
(en milliers d'euros)

| | NOTE | 2025 | 2024 |
|---|---|---|---|
| Caisses, Banques Centrales, C.C.P. | | – | – |
| Créances sur les Etablissements de Crédit & Assimilés | 2 | 33 186 | 47 090 |
| Opérations avec la Clientèle | 3 | 14 789 | 12 899 |
| Obligations & Autres Titres à revenu fixe | 4 | – | 30 |
| Actions & Autres Titres à revenu variable | 5 | 149 312 | 131 276 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | | – | – |
| Parts dans les entreprises liées | 6 | 1 949 | 1 954 |
| Immobilisations Incorporelles | 7 | 2 812 | 2 666 |
| Immobilisations Corporelles | 7 | 3 029 | 3 263 |
| Autres actifs | 8 | 6 219 | 10 791 |
| Comptes de régularisation | 9 | 149 | 264 |
| **Total de l'actif** | | **211 445** | **210 234** |
| **ENGAGEMENTS DONNÉS** | | | |
| Engagements d'ordre de la clientèle | 16 | 1 733 927 | 1 804 192 |

# BILAN PASSIF
(en milliers d'euros)

| | NOTE | 2025 | 2024 |
|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | | 10 | 5 |
| Comptes créditeurs de la clientèle (à terme) | 10 | 1 267 | 1 499 |
| Autres Passifs | 11 | 7 892 | 9 104 |
| Comptes de régularisation | 12 | 8 332 | 7 759 |
| Provisions pour risques & charges | 13 | 11 827 | 14 610 |
| Capitaux propres (hors FRBG) | 15 | 182 117 | 177 258 |
| Capital souscrit | | 12 060 | 12 060 |
| Réserves | | 162 959 | 158 953 |
| Provisions réglementées et subventions d'investissement | 14 | – | 7 |
| Report à nouveau | | – | – |
| Résultat de l'exercice | | 7 098 | 6 238 |
| **Total du passif** | | **211 445** | **210 234** |
| **ENGAGEMENTS REÇUS** | | | |
| Engagements de garantie | 16 | 17 818 | 21 796 |

# COMPTE DE RÉSULTAT
(en milliers d'euros)

| | NOTE | 2025 | 2024 |
|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés | 17 | 1 265 | 1 490 |
| Intérêts et charges assimilées | 17 | 0 | 0 |
| Revenus des titres à revenu variable | 18 | 340 | 391 |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés | 19 | 1 766 | 249 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 20 | 20 884 | 21 873 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | 21 | -74 | -57 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | | **24 181** | **23 946** |
| Charges générales d'exploitation | 22 | -10 135 | -9 891 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | 23 | -521 | -475 |
| **RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | | **13 525** | **13 580** |
| Coût du risque | 24 | -3 674 | -4 317 |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | | **9 851** | **9 263** |
| Gains ou pertes sur actifs immobilisés | 25 | -4 | - |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT** | | **9 847** | **9 263** |
| Résultat exceptionnel | 26 | | |
| Impôt sur les bénéfices | 27 | -2 756 | -3 032 |
| Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées | | 7 | 7 |
| **RÉSULTAT NET** | | **7 098** | **6 238** |

# RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| NATURE DES INDICATIONS | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| **SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE** | | | | | |
| Capital social (€) | 12 060 000 | 12 060 000 | 12 060 000 | 12 060 000 | 12 060 000 |
| Nombre d'actions émises | 720 000 | 720 000 | 720 000 | 720 000 | 720 000 |
| **RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES** | | | | | |
| Chiffre d'affaires[1] (€) | 26 580 861 | 26 607 311 | 28 511 284 | 23 940 198 | 24 159 916 |
| Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions (€) | 17 454 156 | 16 714 262 | 18 959 990 | 12 314 789 | 12 086 338 |
| Impôts sur les bénéfices (€) | 5 498 736 | 2 962 477 | 3 431 924 | 3 031 812 | 2 755 683 |
| Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (€) | 9 598 216 | 9 598 216 | 7 167 877 | 6 237 738 | 7 097 781 |
| Montant des bénéfices distribués (€) | 2 088 000 | 2 124 000 | 2 160 000 | 2 232 000 | 2 340 000[2] |
| **RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION** | | | | | |
| Bénéfice après impôts,mais avant amortissements et provisions (€) | 17 | 19 | 22 | 13 | 13 |
| Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (€) | 13 | 14 | 10 | 9 | 10 |
| Montant des bénéfices distribués (€) | 2,90 | 2,95 | 3,00 | 3,10 | 3,25[2] |
| **PERSONNEL** | | | | | |
| Nombre de salariés | 39 | 39 | 43 | 46 | 45 |
| Montant de la masse salariale (€) | 2 758 944 | 2 667 358 | 2 781 695 | 2 837 8285 | 2 914 557[3] |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, retraite complémentaire, etc.) (€) | 1 162 097 | 1 219 205 | 1 307 891 | 1 378 598 | 1 450 228[3] |

[1] Le chiffre d'affaires reprend les intérêts et produits assimilés, les revenus des titres à revenu variable, les gains ou pertes sur opérations financières et les commissions et recettes diverses.

[2] Il s'agit du montant des dividendes dont la distribution est proposée par le conseil d'administration à l'Assemblée Générale des actionnaires.

[3] La masse salariale et les coûts associés sont impactés par le départ négocié de salariés.

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES 2025

NOTE 1

## PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les états financiers de la société sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires. La présentation des états financiers de l'EDC est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

• ***Règlements / Recommandations***
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)

• ***Date de 1ère application :*** opérations ou exercices ouverts à compter du 01/01/2025
Règlement ANC n° 2014 03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date, dont les règlements ANC n° 2022 06 du 4 novembre 2022 et n° 2023 03 du 7 juillet 2023 applicables aux exercices ouverts à compter du 1 janvier 2025 (sans impact significatif sur l'exercice).

• ***Date de 1ère application :*** opérations ou exercices ouverts à compter du 01/01/2025
Règlement N° 2024-07 du 6 décembre 2024 relatif à la distinction dettes – autres fonds propres modifiant divers règlements de l'ANC

• ***Date de 1ère application :*** opérations ou exercices ouverts à compter du 01/01/2026 (sauf exceptions au 01/01/2025)

Les comptes sociaux ont été arrêtés dans le respect du principe de prudence, de la continuité de l'exploitation, de la permanence des méthodes d'évaluation et de l'indépendance des exercices. La Société établit par ailleurs des comptes consolidés en raison du contrôle exclusif qu'elle exerce sur le Comptoir Fiduciaire de Paris et sur EDC Services et Prestations. Ces comptes sont établis selon la méthode de l'intégration globale.

## PORTEFEUILLE TITRES

Les titres sont classés en fonction de leur nature (effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable) et de leur portefeuille de destination (transactions, placements, investissements, activités de portefeuille, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme). Hors les titres des filiales qui sont classés comme parts dans les entreprises liées, la société ne possède que des titres de placement. Les actions et autres titres à revenu variable sont inscrits au bilan à leur coût d'achat. À la clôture de l'exercice, ils sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Pour les titres côtés, cette valeur est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres. Les revenus sont comptabilisés en « Revenus des titres à revenu variable ». Les obligations et autres titres à revenu fixe sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement sont enregistrées au compte de résultat et étalées prorata temporis sur la durée de vie des titres concernés. Les intérêts courus à percevoir sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique « intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les titres représentatifs de parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Une provision pour dépréciation est enregistrée dès qu'une moins-value latente est constatée entre l actif net comptable minoré de l'endettement net à la clôture de l'exercice et la valeur d'acquisition. A la clôture de l'exercice, ces titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociation et, dans le cas de titres côtés, des cours de bourse les plus récents. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les éventuelles moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres. Les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées dans la rubrique «Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées» du compte de résultat.

## IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition ou, pour les immobilisations créées, à leur coût direct de production. D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations. Les durées moyennes retenues sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Logiciels bureautiques | 1 an |
| Logiciels métiers | 3 à 8 ans |
| Constructions | 20 à 36 ans |
| Agencements des constructions | 5 à 20 ans |
| Installations et aménagements | 5 à 15 ans |
| Matériels de transport | 4 à 10 ans |
| Mobiliers de bureau | 5 à 20 ans |
| Matériels informatiques et bureautiques | 3 à 8 ans |

## PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges comprennent principalement les provisions concernant les engagements par signature et les sinistres non déclarés.
Les provisions pour risque sur engagements par signature visent à évaluer la probabilité d'avoir à constater une perte sur des sinistres intervenant à la suite de la mise en jeu d'un engagement de caution. La démarche retenue pour l'évaluation de ce risque a consisté à analyser, sur la base des 10 dernières années, le coût technique du risque par rapport aux cautionnements donnés. Le coût technique du risque est défini ici comme la probabilité d'avoir à constater dans les exercices à venir une perte sur un sinistre intervenu à la suite d'une mise en jeu d'une caution accordée. Les risques ont été évalués au taux de 0,246 % de l'encours.
Les engagements existants pour des clients faisant par ailleurs l'objet d'un contentieux (engagements douteux) sont provisionnés spécifiquement. Une étude de chacun de ces engagements est réalisée et un taux de provision est déterminé individuellement. Le taux moyen de la provision au 31/12/2025 est de 24 %.
La provision pour risque à recevoir évalue la probabilité d'avoir à constater une perte pour des sinistres survenus pendant l'exercice mais pour lesquels la mise en jeu de l'engagement de caution n'interviendra que sur les exercices à venir. Les sinistres à recevoir de l'exercice sont évalués sur la base des sinistres reçus postérieurement à la clôture des 3 derniers exercices.
Une provision Covid a été partiellement reprise à hauteur de 2 600K€.

## COÛT DU RISQUE

La rubrique «Coût du risque» comporte les dotations nettes ou reprises nettes aux provisions pour risques de contreparties et les pertes nettes sur créances irrécouvrables.

## EVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun évènement significatif n'est intervenu au cours de l'exercice 2025.

## RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel enregistre les charges et produits inhabituels et significatifs qui ont une forte probabilité de ne pas survenir à nouveau.

## EVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Aucun évènement post clôture n'est intervenu

NOTE 2

## CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en milliers d'euros)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| **COMPTES ET PRÊTS À TERME** | | |
| Comptes à vue détenus par l'EDC | 12 097 | 15 513 |
| Comptes à terme | 21 090 | 31 579 |
| **Total** | **33 186** | **47 091** |

NOTE 3

## CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2024 | AUGMENTATION | DIMINUTION | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Montant brut des créances impayées à la suite de la mise en jeu de la caution | 40 112 | 20 290 | 14 358 | 46 044 |
| Provision pour dépréciation des créances impayées | - 27 227 | - 11 590 | - 7 541 | - 31 276 |
| Montant des commissions de caution impayées | 120 | 14 | - | 134 |
| Provision pour dépréciation des commissions impayées | - 105 | - 32 | - 25 | - 113 |
| Montant des loyers impayés | 28 | - | 6 | 22 |
| Provision pour dépréciation des loyers impayés | - 28 | - | - 6 | - 22 |
| **Valeur nette au bilan** | **12 899** | **8 682** | **6 792** | **14 789** |

Les créances sont enregistrées pour leur valeur brute et font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte de leur valeur espérée de remboursement.
Il s'agit exclusivement de créances douteuses, dont l'échéance est initialement inférieure à 3 mois, qui ne peuvent donner lieu à une quelconque ventilation par échéance en raison du caractère aléatoire de leur recouvrement.
Elles résultent des paiements effectués à la suite de la mise en jeu de notre garantie et font, comme chaque année, l'objet d'une provision individuelle selon l'estimation du risque de non recouvrement. S'y ajoutent les commissions impayées des clients.
L'évolution des créances impayées brutes et des provisions associées est mentionnée dans les tableaux de variation des immobilisations et de variation des provisions.

NOTE 4

# OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2024 | ACQUISITIONS | VENTES REMBOURSEMENTS | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Titres à revenu fixe : | | | | |
| Obligations secteur privé | 1 000 | - | - | 1 000 |
| Bons de trésorerie | - | - | - | - |
| Certificats de Dépots Négociables | - | - | - | - |
| Intérêts courus | - | - | - | - |
| **Valeur brute au bilan** | **1 000** | **-** | **-** | **1 000** |

| | |
|---|---|
| Provisions pour dépréciation des Obligations | 1 000 |
| **Valeur nette au bilan** | **-** |

**L'état des échéances selon la durée des placements et hors les intérêts se présente comme suit :**

| | |
|---|---|
| Durée résiduelle inférieure à 1 an | - |
| Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans | - |
| Durée résiduelle supérieure à 5 ans | 1 000 |
| **Total** | **1 000** |

**La valorisation du Portefeuille titres au 31/12/2024 en K€ se décompose comme suit :**

| | VALEUR BRUTE | PROVISIONS DÉPRÉCIATIONS | VALEUR NETTE COMPTABLE | VALORISATION AU 31/12/2025 |
|---|---|---|---|---|
| Obligations secteur privé | 1 000 | 1 000 | 0 | 1 000 |
| Bons de trésorerie | - | - | - | - |
| Certificats de Dépots Négociables | - | - | - | - |
| **Total** | **1 000** | **1 000** | **0** | **1 000** |

NOTE 5

## ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2024 | ACQUISITIONS | VENTES REMBOURSEMENTS | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Titres à revenu variable : | | | | |
| OPCVM Monétaires | - | - | - | - |
| OPCVM Obligataires | 96 821 | 39 069 | - | 135 890 |
| OPCVM Diversifiées | - | - | - | - |
| Contrat de Capitalisation | 26 578 | - | 20 600 | 5 978 |
| Parts de SCPI | 8 530 | - | - | 8 530 |
| Dividendes à recevoir | 94 | 84 | 92 | 86 |
| **Valeur brute au bilan** | **132 023** | **39 153** | **20 692** | **150 484** |
| Provisions pour dépréciation des FCP et des parts de SCPI | - 747 | - 425 | - | - 1 172 |
| Provisions pour dépréciation des Contrats de Capitalisation | - | - | - | - |
| **Valeur nette au bilan** | **131 276** | **38 728** | **20 692** | **149 312** |

Provision de 425 K€ sur la SCPI Fonciere ,calculée sur la base de la valeur de remboursement (valeur de remboursement annoncée -10% à la valeur)

NOTE 6

## PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Participation au capital de la SA Comptoir Fiduciaire de Paris | 5 921 | 5 921 |
| Participation au capital de la SAS EDC Services et Prestations | 1 000 | 1 000 |
| | 50 | |
| Créances rattachées à des titres de participation | 81 | 137 |
| Provision pour dépréciation des titres | - 5 103 | - 5 103 |
| **Valeur nette au bilan** | **1 949** | **1 954** |

| COMPTOIR FIDUCIAIRE DE PARIS SA (en milliers d'euros) | AU 31/12/2025 |
|---|---|
| Capital | 1 001 |
| Réserves et Report à nouveau | 2 604 |
| Quote part du capital détenu | 100% |
| Résultat 2025 sous réserve d'approbation par l'AG | 1 187 |
| Valeur brute des titres détenus | 5 921 |
| Valeur comptable nette des titres détenus | 1 818 |
| Montant des prêts et avances accordées | 1 030 |
| Montant des cautions et avals donnés | 303 |
| Montant des dividendes encaissés en 2024 | - |
| Chiffre d'affaires HT | 6 286 |

Les honoraires hors taxes facturés par le CFP en 2025 à l'EDC se sont élevés à 1 285 302,87€ HT, soit une charge pour l'EDC de 1 542 363,45 € TTC.

| EDC SERVICES ET PRESTATIONS (en milliers d'euros) | AU 31/12/2025 |
|---|---|
| Capital | 1 000 |
| Réserves et Report à nouveau | -861 |
| Quote part du capital détenu | 100% |
| Résultat 2025 sous réserve d'approbation par l'AG | -39 |
| Valeur brute des titres détenus | 1 000 |
| Valeur comptable nette des titres détenus | - |
| Montant des avances et comptes courants accordés | 2 200 |
| Montant des cautions et avals donnés | - |
| Montant des dividendes encaissés en 2024 | - |
| Chiffre d'affaires HT | 1 728 |

| FINEDC (en milliers d'euros) | AU 31/12/2025 |
|---|---|
| Capital | 50 |

Les honoraires hors taxes facturés par EDC Services et Prestations en 2025 à l'EDC se sont élevés à 247 177,54 € HT, soit une charge pour l'EDC de 296 613,05 € TTC.

NOTE 7

# VARIATION DES IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2024 | ENTRÉES ACQUISITIONS | SORTIES REMBOURSEMENTS | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Concessions, Brevets, Licences | 2 177 | 1 043 | | 3 220 |
| Autres immobilisations incorporelles | - | - | | - |
| Immobilisations incorporelles en cours | 2 113 | 370 | - 1 048 | 1 435 |
| | **4 290** | **1 413** | | **4 655** |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| **Exploitation** | | | | |
| Terrains | 47 | - | - | 47 |
| Constructions | 331 | - | - | 331 |
| Aménagements et constructions | 3 271 | 28 | - | 3 300 |
| Aménagements en cours | - | - | - | - |
| Installations Agencement | 740 | 19 | - | 760 |
| Matériels et Mobiliers | 200 | 1 | -5 | 196 |
| Matériels informatiques | 515 | 23 | - | 537 |
| Matériel de transport | 40 | - | - | 40 |
| **Hors Exploitation** | | | | |
| Terrains | 81 | - | - | 81 |
| Constructions | 720 | - | - | 720 |
| Travaux et constructions | 938 | - | - | 938 |
| | **6 883** | **71** | **-** | **6 949** |
| **Total** | **11 172** | **1 484** | **- 1 053** | **11 604** |

# VARIATION DES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2024 | AUGMENTATIONS | DIMINUTIONS | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| **AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Concessions, Brevets, Licences | 1 624 | 220 | - | 1 844 |
| | **1 624** | **220** | **-** | **1 844** |
| **AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| **Exploitation** | | | | |
| Constructions | 21 | - | - | 21 |
| Aménagements et constructions | 1 230 | 202 | - | 1 432 |
| Installations Agencement | 504 | 41 | - | 544 |
| Matériels et Mobiliers | 160 | 9 | - 5 | 164 |
| Matériels informatiques | 462 | 25 | - | 486 |
| Matériel de transport | 39 | - | - | 39 |
| **Hors Exploitation** | | | | |
| Constructions | 305 | 17 | - | 322 |
| Aménagements et constructions | 899 | 11 | - | 910 |
| | **3 620** | **305** | **- 5** | **3 918** |
| **Total** | **5 244** | **525** | **- 5** | **5 762** |

NOTE 8

## AUTRES ACTIFS

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Créances clients sur commissions | 1 217 | 1 042 |
| Sommes à encaisser sur le recouvrement des contentieux du mois de décembre | | - |
| Créances LOGISTA | - | - |
| CVAE | 17 | 21 |
| TVA | - | 0 |
| Avance sur salaires | 1 | 1 |
| Partenaires | 4 | 9 |
| Locataires | - | - |
| Gestionnaire immeuble | 12 | 9 |
| Débiteurs divers | 110 | 117 |
| Gestionnaire contentieux | 1 006 | 737 |
| Impôts Société | 250 | 181 |
| Créance filiale sur intégration Fiscale | 402 | 372 |
| Avance en compte courant | 3 200 | 8 300 |
| **Total** | **6 219** | **10 789** |

Au cours de l'exercice 2025, les sociétés CFP et EDC SP ont remboursé respectivement les sommes 2,5 M€ et 2,6 M€ à la société mère EDC.

NOTE 9

## COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Charges constatées d'avance | 122 | 139 |
| Produits à recevoir | 27 | 125 |
| **Total** | **149** | **264** |

NOTE 10

## COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Gages espèces | 1 267 | 1 499 |
| **Total** | **1 267** | **1 499** |

NOTE 11

## AUTRES PASSIFS

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Dépôts reçus des locataires | 19 | 19 |
| Dépôts reçus du locataire CFP | 8 | 8 |
| Fournisseurs dus | 237 | 99 |
| Fournisseurs FNP | 374 | 840 |
| Dettes sociales courantes | 858 | 838 |
| Dettes fiscales courantes | 56 | 54 |
| Impôts Société | - | - |
| Dividendes à payer | 37 | 40 |
| Sinistres à payer | 512 | 563 |
| Actionnaire à rembourser | - | - |
| Clients créditeurs | 5 677 | 6 530 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 2 | - |
| Gestionnaire contentieux | - | - |
| Créditeurs divers Gage Espèces | - | - |
| Créditeurs divers | - | - |
| Gestionnaire Immeuble | - | - |
| Débours Frais de Nantissement | 112 | 113 |
| Dette filiale intégration fiscale | - | - |
| **Total** | **7 892** | **9 104** |
| Dont dettes supérieures à 5 ans : | 0 | 0 |
| Dont dettes supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans : | 0 | 0 |

NOTE 12

## COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Produits constatés d'avance | 8 049 | 7 524 |
| Charges à payer | 283 | 235 |
| **Total** | **8 332** | **7 759** |

NOTE 13

## PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2024 | DOTATIONS | REPRISES UTILISÉES | REPRISES NON UTILISÉES | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Provisions pour risque sur engagements donnés | 4 399 | 93 | - | - 242 | 4 250 |
| Provisions pour risque sur sinistres à venir | 7 165 | 2 250 | - 759 | - 3 891 | 4 765 |
| Provisions pour risque sur engagements douteux | 1 312 | 1 109 | - | - 902 | 1 519 |
| Provisions pour risque sur engagements douteux | 1 513 | 359 | - | - 579 | 1 293 |
| Provisions pour charges | 220 | - | - 220 | - | - |
| **Total** | **14 609** | **3 811** | **- 979** | **- 5 614** | **11 827** |

La provision pour risque sur engagement y compris les cautions amortissables est évaluée à 0,246% des engagements donnés
Les provisions pour risques sur sinistres à recevoir ont été évaluées à 53,19% du montant des sinistres à recevoir prévus au 31/12/2025, contre 57% au 31/12/2024. Les provisions pour risque sur engagements douteux sont évaluées individuellement. Elles correspondent en moyenne à 23,97 % des engagements douteux. Ces engagements deviennent douteux par le biais de la contagion.
Une provision Covid a été reprise pour 2 600K€.

NOTE 14

## PROVISIONS RÉGLEMENTÉES ET SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Amortissements dérogatoires | - | 7 |
| **Total** | **-** | **7** |

Les amortissements dérogatoires enregistrent la différence entre les amortissements calculés sur la base de la durée prévisionnelle d'utilisation de l'immobilisation et la durée plus courte admise par les règles fiscales.

NOTE 15

## CAPITAUX PROPRES (HORS PROVISIONS RÈGLEMENTÉES)

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2024 | AFFECTATION RÉSULTAT 2023 | DIMINUTIONS | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Capital social ( 720 000 actions de 16,75 €) | 12 060 | | | 12 060 |
| Réserve légale | 1 206 | | | 1 206 |
| Réserves facultatives | 61 199 | 887 | - | 62 086 |
| Réserves statutaires | 96 548 | 3 119 | - | 99 667 |
| Résultat | 6 238 | - | | 7 098 |
| Dividendes distribués | - | 2 232 | - | - |
| **Total** | **177 251** | **6 238** | **-** | **182 117** |

NOTE 16

## HORS BILAN
(au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| **Engagements donnés** | | |
| Engagements de garantie d'ordre d'établissement de crédit | - | - |
| Cautions administratives et fiscales d'ordre de la clientèle | 1 154 648 | 1 236 094 |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle | 579 279 | 542 280 |
| *Dont la garantie financière d' EDC en faveur des mandants du CFP. ** | 303 | 303 |
| **Total** | **1 733 927** | **1 778 374** |
| **Engagements reçus** | | |
| Engagements de financement reçus d'établissements de crédit | - | - |
| Engagements reçus d'établissements de crédit en garantie des cautions d'ordre de la clientèle | 17 818 | 21 796 |
| Nantissement de fonds de commerce | 266 821 | 330 977 |
| Autres garanties | 85 | 150 |
| **Total** | **284 724** | **352 923** |

* Les critères de calcul du montant de la garantie financière imposée par décret et contrôlée par l'association professionnelle à laquelle adhère le CFP se calculent sur la base des fonds à reverser aux clients.

**Au 31/12/2025, la répartition des engagements donnés par taux de couverture des engagements reçus est, en milliers d'euros, la suivante :**

| TAUX DE COUVERTURE | ENGAGEMENTS DONNÉS | GARANTIES REÇUES D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE | AUTRES GARANTIES |
|---|---|---|---|---|
| Inférieur à 30 % | 1 418 629 889 | 5 272 798 | 644 666 | 9 000 |
| Entre 30% et 70% | 52 664 336 | 10 511 828 | 15 785 545 | 35 000 |
| Supérieur à 70% | 262 615 111 | 2 033 183 | 250 390 953 | 41 074 |
| **Total** | **1 733 909 335** | **17 817 809** | **266 821 164** | **85 074** |

Les engagements reçus sont retenus et classés en fonction de leur qualité pour un montant ne pouvant excéder, par cautionnement, le montant de l'engagement donné.

Compte personnel de formation (CPF) :
Depuis le 1er janvier 2015 la gestion du CPF a été confiée à un organisme paritaire collecteur agréé (OPCA).
Les engagements dus par la société au titre des indemnités conventionnelles de fin de carrière ont été évalués à la somme de 174 331,43 €.

NOTE 17

## INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS
(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Revenus des titres de placement | - | - |
| Intérêts des comptes courants servis par les établissements de crédit | - | - |
| Revenus comptes à terme | 1 265 | 1 490 |
| Étalements décotes | - | - |
| **Total** | **1 265** | **1 490** |

## INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS
(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | | |
|---|---|---|
| Étalements primes | - | - |
| **Total** | **-** | **-** |

NOTE 18

## REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE
(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Dividendes et autres revenus d'actions | 340 | 391 |
| **Total** | **340** | **391** |

NOTE 19

## GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS
(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Produits nets et moins values sur cessions de valeurs mobilières de placement | 2 220 | 830 |
| Dotations et reprises sur provisions sur titres de placements | - 455 | - 580 |
| **Total** | **1 765** | **250** |

La forte augmentation des produits financiers provient de la nouvelle politique d'investissement de l'EDC.
EDC a cédé le contrat de capitalisation APICIL engendrant une plus value de 2,2 M€. Provision de 425 K€ sur la SCPI Fonciere, calculée sur la base de la valeur de remboursement (valeur de remboursement annoncée -10% à la valeur).

NOTE 20

## AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Commissions de caution crédits Tabac | 14 226 | 15 377 |
| Commissions de caution PMU | 289 | 246 |
| Commissions de cautions jeux et autres | 5 820 | 5 591 |
| Dommages et intérêts | 235 | 314 |
| Loyers immeuble Saint-Pétersbourg | 314 | 346 |
| Produits divers | - | - |
| **Total** | **20 884** | **21 873** |

NOTE 21

## AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Frais de compte | - 75 | - 59 |
| Cotisation Fonds de Garantie des Dépôts | 1 | 1 |
| **Total** | **- 74** | **- 57** |

NOTE 22

# CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| **Frais de personnel** | | |
| Appointements | -2915 | -2838 |
| Production immobilisée | - | - |
| Variation provision congés payés | 1 | -49 |
| Jetons de présence | -105 | -90 |
| Abondement PEE | -127 | -132 |
| Charges sociales | -1473 | -1372 |
| Taxes | -414 | -409 |
| Intéressement | -124 | -123 |
| Provision RH | 226 | -51 |
| **Sous-total** | **-4931** | **-5064** |

| | | |
|---|---|---|
| **Frais administratifs** | | |
| Impôts et taxes | -162 | -220 |
| Honoraires | -3670 | -3324 |
| Production immobilisée | - | - |
| Autres charges d'exploitation | -1490 | -1522 |
| **Sous-total** | **-5322** | **-5066** |

| | | |
|---|---|---|
| **Charges d'exploitation non bancaires** | | |
| Intérêts sur rente viagère | - | - |
| Autres charges | - | - |
| **Sous-total** | **-** | **-** |

| | | |
|---|---|---|
| **Divers Produits** | | |
| Produits divers | 128 | 249 |
| Charges diverses | -12 | -10 |
| **Sous-total** | **116** | **239** |

| | | |
|---|---|---|
| **Total** | **-10137** | **-9891** |

Les produirs divers sont principalement constitués d'intérêts sur l'avance en compte courant octroyée par EDC au CFP pour 117k€ et de soldes de créances clients échues pour 110k€.

NOTE 23

## DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| **Dotations aux amortissements** | | |
| Sur immobilisations incorporelles | - 220 | - 147 |
| Sur immobilisations corporelles | - 301 | - 329 |
| **Sous-total** | **- 521** | **- 476** |
| **Dépréciations sur immobilisations** | | |
| Dépréciations des immobilisations incorporelles | - | - |
| **Sous-total** | **-** | **-** |
| **Total** | **- 521** | **- 476** |

NOTE 24

## COÛT DU RISQUE

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Dotations de l'exercice à la provision pour créances impayées | - 11 589 | - 10 481 |
| Dotations de l'exercice à la provision pour commissions impayées | - 32 | - 25 |
| Reprises de provisions pour créances impayées | 7 542 | 7 887 |
| Reprises de provisions pour commissions impayées | 25 | 23 |
| Pertes sur sinistres | - 2 582 | - 2 696 |
| Récupérations sur ex sinistres | 16 | 30 |
| Récupérations via LOGISTA | 384 | 295 |
| Dotations aux provisions s/engagements donnés | - 93 | - 110 |
| Reprises de provisions s/engagements donnés | 242 | 195 |
| Dotations aux provisions s/engagements douteux | - 1 468 | - 1 948 |
| Reprises de provisions s/engagements douteux | 1 481 | 688 |
| Dotations de provisions pour sinistres à recevoir | - 2 250 | - 2 028 |
| Reprises de provisions pour sinistres à recevoir | 4 650 | 3 854 |
| Dotations aux provisions s/op. diverses | - | - |
| Reprises de provisions s/op. diverses | - | - |
| **Total** | **- 3 674** | **- 4 316** |

Les sinistres à recevoir en 2026 et se rapportant à 2025 ont été évalués à 4 765 K€ correspondant à la moyenne des sinistres reçus sur les 3 exercices précédents. Compte tenu du taux moyen de provision des créances douteuses de moins d'un an (53,19%), le montant de la provision a été évalué à 2 250 K€. La provision exceptionnelle constituée sur la période 2020-2022 a été partiellement reprise pour 2 600 K€.

NOTE 25

## GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Plus et moins values sur cession d'immobilisations | -4 | - |
| **Total** | -4 | - |

NOTE 26

## RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Pénalités de retard facturées | - | - |
| Produits et charges sur exercices antérieurs | - | - |
| **Total** | **-** | **-** |

NOTE 27

## IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

(en milliers d'euros au 31 décembre)

| | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Il s'agit du seul montant de l'impôt sur les sociétés et des contributions pour chacun des exercices | | |
| Base d'IS 2025 : 10 736 841,86 | 2 756 | 3 032 |
| Taux normal d'IS : 25% | 2 679 | 2 948 |
| Taux de contribution additionnelle : 3,3% | 76 | 84 |
| **Total** | **2 756** | **3 032** |

| ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS | 31/12/2024 | ACCROISSEMENT | ALLÈGEMENT | 31/12/2025 |
|---|---|---|---|---|
| Impôt sur provisions pour risques non déductibles l'année de leur comptabilisation | 1 681 | - | - 110 | 1 571 |
| Impôts sur provisions pour charges fiscales non déductibles l'année de leur comptabilisation | 181 | - | - 8 | 173 |
| **Total** | **1 862** | **-** | **- 118** | **1 744** |

| JUSTIFICATION DU MONTANT DU RÉSULTAT FISCAL 2024 À 25% | BASE IS | MONTANT IS |
|---|---|---|
| Résultat comptable | 12 105 | 3 114 |
| Réintégrations/Déduc prov statistiques (IBNR, CNR) | - 3 000 | - 775 |
| Réintégrations/Déduc produits financiers (OPCVM) | 4 014 | 1 037 |
| Réintégrations diverses (C3S, CP…) | 52 | 13 |
| **Résultat fiscal** | **13 171** | **3 376** |

NOTE 28

## AUTRES INFORMATIONS

L'effectif du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est de :

| | HOMMES | FEMMES | TOTAL |
|---|---|---|---|
| Dirigeants | 2 | 1 | 3 |
| Cadres | 14 | 19 | 33 |
| Techniciens | 3 | 5 | 8 |
| Apprentis | 1 | 0 | 1 |
| **Total** | **20** | **25** | **45** |

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés au titre de l'exercice 2025 s'élève à 86 K€ TTC au titre du contrôle légal (43 K€ pour le cabinet Deloitte et 43 K€ pour le cabinet Exco Paris).

NOTE 29

## AFFECTATION DU RÉSULTAT

(en euros au 31 décembre)

| Le Conseil d'Administration propose d'affecter comme suit le bénéfice comptable de l'exercice 2025 : | |
|---|---|
| | **31/12/2025** |
| Au titre de premier dividende : | 482 400,00 |
| Au titre de deuxième dividende | 1 857 600,00 |
| A la réserve facultative | 1 208 890,69 |
| A la réserve statutaire | 3 548 890,69 |
| **Soit le total du bénéfice de l'exercice** | **7 097 781,38** |

# EDC – INDICATEURS CLÉS (EU KM1)

| | | a | e |
|---|---|---|---|
| | En milliers d'euros | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
| **Fonds propres disponibles (montants)** | | | |
| 1 | Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) | 172.207 | 168.347 |
| 2 | Fonds propres de catégorie 1 | 172.207 | 168.347 |
| 3 | Total des fonds propres | 172.207 | 168.347 |
| **Montants d'exposition pondérés** | | | |
| 4 | Montant total d'exposition au risque | 829.376 | 837.633 |
| 4a | Montant total d'exposition au risque pré-plancher | 829.376 | 837.633 |
| **Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)** | | | |
| 5 | Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%) | 20,7635 | 20,0979 |
| 5a | Sans objet | | |
| 5b | Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 par rapport au TREA sans application du plancher (%) | 20,7635 | 20,0979 |
| 6 | Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%) | 20,7635 | 20,0979 |
| 6a | Sans objet | | |
| 6b | Ratio de fonds propres de catégorie 1 par rapport au TREA sans application du plancher (%) | 20,7635 | 20,0979 |
| 7 | Ratio de fonds propres total (%) | 20,7635 | 20,0979 |
| 7a | Sans objet | | |
| 7b | Ratio de fonds propres total par rapport au TREA sans application du plancher (%) | 20,7635 | 20,0979 |
| **Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)** | | | |
| EU 7d | Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%) | 0 | 0 |
| EU 7e | dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage) | 0 | 0 |
| EU 7f | dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage) | 0 | 0 |
| EU 7g | Exigences totales de fonds propres SREP (%) | 8 | 8 |
| **Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)** | | | |
| 8 | Coussin de conservation des fonds propres (%) | 2,5 | 2,5 |
| EU 8a | Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%) | | |
| 9 | Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%) | 1 | 1 |
| EU 9a | Coussin pour le risque systémique (%) | | |
| 10 | Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%) | | |
| EU 10a | Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%) | | |
| 11 | Exigence globale de coussin (%) | 3,5 | 3,5 |
| EU 11a | Exigences globales de fonds propres (%) | 11,5 | 11,5 |
| 12 | Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%) | 12,76 | 12,09 |
| **Ratio de levier** | | | |
| 13 | Mesure de l'exposition totale | N/A | N/A |
| 14 | Ratio de levier (%) | N/A | N/A |
| **Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de** | | | |
| EU 14a | Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%) | N/A | N/A |
| EU 14b | dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage) | N/A | N/A |
| EU 14c | Exigences de ratio de levier SREP totales (%) | N/A | N/A |
| **Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition** | | | |
| EU 14d | Exigence de coussin lié au ratio de levier (%) | N/A | N/A |
| EU 14e | Exigence de ratio de levier globale (%) | N/A | N/A |
| **Ratio de couverture des besoins de liquidité** | | | |
| 15 | Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne) | N/A | N/A |
| EU 16a | Sorties de trésorerie – Valeur pondérée totale | N/A | N/A |
| EU 16b | Entrées de trésorerie – Valeur pondérée totale | N/A | N/A |
| 16 | Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée) | N/A | N/A |
| 17 | Ratio de couverture des besoins de liquidité (%) | N/A | N/A |
| **Ratio de financement stable net** | | | |
| 18 | Financement stable disponible total | N/A | N/A |
| 19 | Financement stable requis total | N/A | N/A |
| 20 | Ratio NSFR (%) | N/A | N/A |

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société
Européenne de Cautionnement

## OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Européenne de Cautionnement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.
L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

## FONDEMENT DE L'OPINION

*Référentiel d'audit*
Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

*Indépendance*
Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

***Dépréciations des risques de crédit et contrepartie :***
La société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ces activités (notes 1, 3 et 24 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes. Nous avons également revu les principales hypothèses et paramètres utilisés sur lesquelles se fondent l'évaluation de ces dépréciations.

***Provisionnement du risque sur engagements par signature :***
La société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs à ses engagements par signature, risque de perte du fait de la mise en jeu de cautions données ou risque de perte du fait de sinistres survenus pendant l'exercice pour lesquels la mise en jeu de la caution n'interviendra que sur les exercices à venir (notes 1, 13 et 24 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour évaluer ces risques ainsi que les principales hypothèses et paramètres utilisés sur lesquelles se fondent l'évaluation de ces provisions.

## VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous. La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***
Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

## RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

## RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

***Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce***

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article L.823-63 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris-La Défense et Paris,
le 23 avril 2025

**Les commissaires aux comptes**

| **Deloitte & Associés** | **Exco Paris Ace** |
|---|---|
| Marjorie | Emmanuel |
| Blanc Lourme | Charrier |

# RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 12 MAI 2026

## PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, lesquels font apparaître un bénéfice de 7 097 781,38 euros. Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.
En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.
Conformément aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, l'Assemblée Générale approuve en outre le montant des dépenses exclues des charges déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés en vertu de l'article 39,4 du Code général des impôts qui s'élèvent à 16011 euros ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 4002,75 euros.

## DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et de celui des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2025 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe.

## TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L225-38 du Code de Commerce et, statuant sur ce rapport, déclare approuver les conventions qui y sont énoncées.

## QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, consultée en application de l'article L511-73 du code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale de 811 316,52 euros des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux personnes mentionnées à l'article L.511-71 du code monétaire et financier.

## CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris acte du montant des dividendes mis en distribution au cours des trois exercices précédents (2022 : 2 124 000 € ; 2023 : 2 160 000 € ; 2024 : 2 232 00 €) décide, conformément aux propositions du Conseil d'Administration, d'affecter le bénéfice de l'exercice 2025 comme suit :

1. À titre de premier dividende :
   0,67 €, par action,
   soit pour 720 000 actions
   482 400,00€

2. À titre de deuxième dividende :
   2,58 € par action,
   soit pour 720 000 actions
   1 857 600,00 €

3. À la réserve statutaire
   3 548 891,00 €

4 À la réserve facultative
   1 208 890,38 €

Total égal au bénéfice de l'exercice
7 097 781,38 €

## SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide que le dividende afférent à l'exercice 2025, soit 3,25 euros par action, sera payé avant le 30 juin 2026, à la diligence de la Société, par virement au compte bancaire des actionnaires.

## SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide, au regard des statuts en vigueur à ce jour, de fixer la valeur de négociation de l'action à 49,17 €.

## HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de fixer le montant global de la rémunération des administrateurs à répartir entre les membres du Conseil d'Administration pour l'exercice en cours à quatre-vingt-dix mille euros (110.000 €).

## NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur arrivé à échéance de Madame ARNAUD Dominique, pour une durée de six années, le mandat renouvelé venant ainsi à expiration lors de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

## DIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur arrivé à échéance de Madame DULHOSTE Valérie, pour une durée de six années, le mandat renouvelé venant ainsi à expiration lors de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

## ONZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur arrivé à échéance de Monsieur GUIFFES Michel, pour une durée de six années, le mandat renouvelé venant ainsi à expiration lors de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

## DOUZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur arrivé à échéance de Monsieur SAUVAGE Alain, pour une durée de six années, le mandat renouvelé venant ainsi à expiration lors de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

## TREIZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes publications et formalités légales.

# RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 12 MAI 2026

## PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 1 des statuts comme suit :
« ARTICLE 1 - Forme
La Société est de forme anonyme.
L'Assemblée Générale Constitutive, tenue le 21 mars 1928, a fondé, entre les souscripteurs des actions alors créées et de celles pouvant l'être ultérieurement, une Société Anonyme régie par les lois françaises en la matière et les Statuts adoptés par ladite Assemblée »

## DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 8 des statuts comme suit :
« Article 8 - Réduction du capital social (...)
II - Souscription, achat ou prise en gage par la Société de ses propres actions
La souscription et l'achat par la Société de ses propres actions, soit directement, soit par une personne agissant en son propre nom mais pour le compte de la Société, sont interdits, sauf dans les cas et conditions prévus par la loi et les présents statuts. (...) »
Le reste de l'article est inchangé.

## TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 10 des statuts comme suit :
« Article 10 - Personnes pouvant être actionnaires (...)
VII - La Valeur de Négociation est déterminée chaque année par le Conseil d'Administration et ratifiée par l'Assemblée Générale Ordinaire. En cas d'omission à statuer, la Valeur de Négociation sera réputée être la dernière valeur ratifiée par l'Assemblée Générale Ordinaire. Le mode de calcul de la Valeur de Négociation d'une action est le suivant : (...) »
Le reste de l'article est inchangé.

## QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 14 des statuts comme suit :
« Article 14 - Opérations interdites
Sont interdits : L'achat par la Société de ses propres actions, sauf dans les cas prévus par la loi et les présents statuts ; (...) »
Le reste de l'article est inchangé.

## CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 16 des statuts comme suit :
« Article 16 - Droits et obligations attachés aux actions (...)
III – Les droits et obligations attachés à l'action la suivent dans n'importe quelle main où elle passe. En cas de cession, sauf stipulation contraire de l'acte de cession, les dividendes appartiennent à l'actionnaire qui est propriétaire des actions au jour où l'assemblée en décide la distribution, et la vocation aux réserves suit la propriété des titres. (...) »
Le reste de l'article est inchangé.

## SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 19 des statuts comme suit :
« Article 19 - Délibérations du Conseil
Sauf disposition contraire des statuts ou du règlement intérieur, les réunions du Conseil d'Administration peuvent être organisées par tous moyens de télécommunication permettant l'identification des membres et garantissant leur participation effective, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Les administrateurs participant par de tels moyens sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Le règlement intérieur peut en préciser les modalités techniques et de contrôle d'identité sans conditionner le recours à ces moyens. En cas d'interruption technique dûment constatée par le Président, la séance peut être suspendue et reprise après rétablissement ; à défaut, elle fait l'objet d'une nouvelle convocation. (...)
Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence télécommunication.(...) »
Le reste de l'article reste inchangé.

## SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 20 des statuts comme suit :
« Article 20 - Pouvoirs du Conseil (...)
IX – Vice-Président
Le Conseil d'Administration peut déléguer un Administrateur, au maximum pour la durée de son mandat, dans les fonctions de Vice-Président afin de suppléer le Président en cas d'absence, d'empêchement temporaire ou de décès dans le respect de l'article 18 et du présent article des présents statuts ainsi que des dispositions de l'article L. 511-52 du Code monétaire et financier.
X – Censeurs
Le Conseil d'administration peut nommer auprès de la Société pour la durée qu'il indique un ou plusieurs censeurs choisis ou non parmi les actionnaires (ci-après les « Censeurs ») Les Censeurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration et prennent part aux délibérations avec voix consultative, sans que, toutefois, leur absence puisse nuire à la validité des délibérations. Des modalités spécifiques de participation des Censeurs peuvent être précisées dans le règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration. Sur décision du Conseil d'administration, les Censeurs peuvent recevoir une rémunération pour leur activité si elle correspond à des services effectifs rendus à la Société. »

# RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 12 MAI 2026

## HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 21 des statuts comme suit :
« Article 21 - Présidence (…)
Pour l'exercice de ses fonctions, le président du Conseil d'Administration doit être âgé de moins de soixante-quinze (75) ans lors de sa nomination ou de son renouvellement. En cas de survenance de cette limite en cours de mandat, celui-ci n'est pas interrompu et se poursuit jusqu'au terme de sa durée. (…) »
Le reste de l'article est inchangé.

## NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 23 des statuts comme suit :
« Article 23 - Rémunération des administrateurs
L'Assemblée générale peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle que cette Assemblée détermine sans être liée par des dispositions statutaires ou des décisions antérieures. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le Conseil d'Administration.
Le Conseil d'Administration peut notamment allouer aux administrateurs, membres des comités d'études, une part supérieure à celle des autres administrateurs. (…) »
Le reste de l'article est inchangé.

## DIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 24 des statuts comme suit :
« Article 24 - Commissaires aux comptes (…)
II - Nomination judiciaire
Dans le cas où il est nécessaire de procéder à la désignation d'un ou de plusieurs commissaires aux comptes et où l'Assemblée négligerait de le faire, tout actionnaire peut demander au président du tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes, le président du Conseil d'Administration dûment appelé ; le mandat conféré prend fin lorsqu'il a été pourvu par l'Assemblée générale à la nomination du ou des commissaires.
III – Incompatibilités
Les commissaires aux comptes de la Société sont nommés, exercent leurs fonctions et cessent leurs fonctions conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ils doivent respecter, pendant toute la durée de leur mandat, les règles d'indépendance et d'incompatibilité prévues par le Code de commerce, par les règlements européens directement applicables ainsi que par les normes professionnelles et déontologiques de la profession de commissaire aux comptes. Ils respectent également, le cas échéant, les règles particulières applicables aux entités régies par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).
Toute nomination intervenue en violation de ces dispositions est nulle et de nul effet (…) »
Le reste de l'article est inchangé.

## ONZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 25 des statuts comme suit :
« Article 25 - Assemblées Générales - Dispositions communes (…)
III - Participation – Représentation
Tout actionnaire devenu titulaire du compte prévu à l'article 15 peut participer personnellement, par mandataire, par correspondance, par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification, aux Assemblées générales, de quelque nature qu'elles soient. Par ailleurs, les assemblées générales peuvent avoir lieu de façon dématérialisée et peuvent être tenues exclusivement par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant l'identification des actionnaires, ainsi que la retransmission continue et simultanée des débats, leur permettant de participer activement, notamment en posant des questions, en délibérant et en exerçant leur droit de vote à l'initiative de l'auteur de la convocation. (…)
B - Vote par correspondance
Il doit informer l'actionnaire de manière très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote ne sera pas considérée comme un vote exprimé, conformément à l'article R. 225-76 du Code de commerce sera assimilé à un vote défavorable à l'adoption de la résolution. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article R. 225-78 du Code de commerce qui sont applicables. (…)
V – Vote
Dans toutes les Assemblées Générales : (…)
f) Les abstentions, les bulletins blancs, les bulletins nuls et les votes par correspondance sans indication de sens ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité Sont considérés comme défavorables aux résolutions mises aux voix : les abstentions, les bulletins blancs, les votes par correspondance sans indication de sens ;
g) Pour toute procuration sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à celle de tous les autres projets de résolution
h) En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. (…) »
Le reste de l'article est inchangé.

## DOUZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 27 des statuts comme suit :
« Article 27 - Assemblées générales extraordinaires
I - Composition – Compétences (…)
L'Assemblée Générale Extraordinaire peut notamment décider ou autoriser, sans que l'énumération qui va suivre ait un caractère limitatif :
- la transformation de la Société en société d'autre forme ; toutefois, la transformation en SAS nécessitera l'unanimité des actionnaires ;
- la modification, directe ou indirecte, de l'objet social ;
- la modification de la dénomination sociale ;

- le transfert du siège social en dehors du département du lieu du siège social ou d'un département limitrophe ;
- la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société ;
- la division ou le regroupement des actions ;
- l'augmentation ou la réduction du capital social ; toutefois, l'augmentation du capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission peut être décidée par l'Assemblée statuant aux conditions de quorum ou de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire ;
- la modification des conditions de cession ou de transmission des actions ;
- le changement du mode de direction et d'administration de la Société ;
- la modification des modalités d'affectation et de répartition des bénéfices ;
- l'émission d'obligations convertibles en actions ou d'obligations échangeables contre des actions ;
- la fusion ou la scission de la Société, sauf dans les cas de dispense prévus par la loi. (...) »

Le reste de l'article est inchangé.

## TREIZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'article 30 des statuts comme suit :

« Article 30 - Dissolution anticipée (...)

c) Réduction des capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard lors de la clôture du deuxième (2e) exercice suivant celui au cours duquel les pertes ont été constatées, soit de reconstituer ses capitaux propres à une valeur au moins égale à la moitié du capital social, soit, sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de commerce, de réduire son capital d'un montant permettant d'atteindre cette valeur. À l'issue de cette échéance et, à défaut de reconstitution à hauteur d'au moins la moitié du capital social, si le capital social demeure supérieur au seuil mentionné à l'article R. 225-166-1 du Code de commerce, la Société est tenue, au plus tard lors de la clôture du deuxième (2e) exercice suivant cette échéance, de réduire son capital, sous réserve de l'article L. 224-2 du Code de commerce, pour le ramener à une valeur inférieure ou égale audit seuil. Sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur au moins égale à la moitié du capital social. Dans les deux cas, la résolution adoptée par l'Assemblée générale est publiée selon les prescriptions réglementaires. A défaut de réunion de l'Assemblée générale, comme dans le cas où cette Assemblée n'a pas pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la Société. Il en est de même si les dispositions des deuxième et troisième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal pourra accorder à la Société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation : si la régularisation a eu lieu avant qu'il statue sur le fond la dissolution ne sera pas prononcée.

d) Réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal

En cas d'inobservation des dispositions relatives au maintien du capital à un montant au moins égal au minimum légal, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu. »

## QUATORZIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes publications et formalités légales.

EDC | LA CAUTION PARTENAIRE




# MAÎTRISER LE CHANGEMENT POUR ANTICIPER L'AVENIR

**www.eurocaution.net**